

Discours
de Madame Roselyne BACHELOT-NARQUIN
Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale

CONSEIL

du CNAOP

(Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles)

-Jeudi 12 Mai 2011-

à 10h00

(à SÉGUR)
Salon bleu

Monsieur le président, cher André Nutte,
Monsieur le secrétaire général, cher Raymond Chabrol,
Cher Philippe Cortey, vous qui avez représenté l'ADF jusqu'à très récemment,
Mesdames, messieurs,

La **quête des origines**, ô combien légitime, pour les **enfants nés sous le secret**, et le droit inaliénable à conserver l'**anonymat** pour les mères qui les ont mis au monde : c'est dans cet **écart** que nous devons, je le crois, rechercher sans cesse un **équilibre**, certes fragile mais respectueux de la **dignité** de chacun.

Nous le savons bien, l'**être humain** n'est pas qu'un **être de raison**. Il obéit à des **émotions**, complexes, parfois contradictoires, qui l'amènent à faire des **choix** difficiles.

Face à ces **histoires douloureuses**, il faut entendre la **souffrance** des premiers, respecter le **choix** des secondes.

Il s'agit de respecter le principe énoncé par la **Convention internationale des droits de l'enfant** qui reconnaît le **droit de l'enfant**, dans la mesure du possible, à **connaître ses parents**.

Il s'agit également de faire vivre les **ambitions** de mon ministère, qui est aussi celui des **droits des femmes**, dont je veux garantir le **respect des choix**.

Cette position mesurée, qui fait *attention* à chacun, a d'ailleurs été validée par la **Cour européenne des droits de l'Homme** dans les **arrêts Odièvre** – qui porte sur le droit à la connaissance de ses origines – et **Kearns** – qui fixe les conditions de l'information et du recueil de la décision de la mère de naissance.

Cette position mesurée, c'est aussi celle que défend le **Conseil national pour l'accès aux origines personnelles** (CNAOP), avec toute la **finesse** et toute la **pudeur** que requiert un tel sujet, qui touche sans doute à ce qu'il y a en nous de plus **intime**.

*

Je veux donc rendre un **hommage appuyé**, ici, à la **dynamique nouvelle** que vous avez su impulser, Monsieur le **président**, cher **André Nutte**, Monsieur le **secrétaire général**, cher **Raymond Chabrol**, à la tête du CNAOP.

Ce n'était pas chose aisée et pourtant vous avez relevé le **défi** !

Les **résultats** sont là : sur les 4916 dossiers de demande d'accès aux origines personnelles que vous avez reçues depuis la création du CNAOP, près de 87% ont déjà fait l'objet d'une clôture.

D'ailleurs, le **rapport de l'IGAS** qui vous a été présenté le 8 avril dernier le confirme : le CNAOP remplit sa **mission**.

Naturellement, il faut aller **encore plus loin**. Ainsi, des **recommandations** ont été formulées pour renforcer les liens entre le CNAOP et vos **correspondants départementaux**, qui agissent sur le **terrain**.

Je le sais, cette **dynamique**, vous l'avez d'ores et déjà **amorcée**. Un **plan de formation** des correspondants départementaux a été initié et 5 des 6 formations ont déjà été menées.

Au total, ce sont **près de 340 personnes** qui ont ainsi été formées pour l'année 2010-2011 et vous avez prévu de **nouvelles formations** pour l'année 2011-2012.

Vous proposez qu'elles portent notamment sur des sujets tels que l'**accompagnement des parents de naissance**, notamment des **mères** ; celui des personnes qui demandent à accéder à leurs **origines personnelles** ; l'organisation des « **retrouvailles** » quand celles-ci

peuvent avoir lieu ; ou encore la **formation** destinée aux **personnels des maternités**. Je suis **favorable** à ces choix.

Je me réjouis de ces initiatives. Dans un champ qui a trait à l'**humanité** dans toute sa complexité, le **partage d'expériences et de pratiques** est fondamental.

Mais l'IGAS souhaite aussi faire du CNAOP un véritable **centre national de ressource** pour faire **progresser** notre **réflexion citoyenne**.

Là encore, vous avez anticipé le mouvement, en contribuant notamment à améliorer la **connaissance des situations**.

Cette connaissance, vous avez souhaité l'enrichir à un **double niveau** :

- en **amont**, pour mieux connaître les femmes qui accouchent sous le secret et adapter l'**accompagnement** qui leur est proposé ;
- en **aval**, pour savoir quel impact votre action a sur la vie des personnes concernées.

Pour y parvenir, vous avez sollicité **deux études** particulièrement importantes.

Connaître en amont, d'abord : ainsi, la première étude, celle de l'**Institut national des études démographiques** (INED), permet de mieux savoir qui sont ces femmes qui accouchent sous le secret et remettent l'enfant à sa naissance.

Ces femmes, elles sont en moyenne **plus jeunes** de quatre ans que les autres femmes qui accouchent la même année et, une fois sur deux, elles ont **au moins 25 ans**.

Ces femmes, elles vivent pour la plupart **seules** et **sans enfant**.

Ces femmes, elles sont souvent **dépendantes de leur famille** et dans des **situations de grande précarité**.

C'est d'ailleurs cet élément, cette **précarité matérielle et financière**, qui motive en grande partie leur décision de ne pas garder leur enfant, à laquelle s'ajoutent des **relations difficiles ou inexistantes** avec le **père**. Cette étude le montre bien : la décision d'accoucher sous le secret résulte d'un **faisceau** de causes, d'un **faisceau de précarité**.

Il ne s'agit donc pas de **culpabiliser** ces femmes, qui sont les premières concernées par les difficultés économiques et sociales.

Il s'agit au contraire de **mieux les connaître**, sans préjugés, pour **comprendre** ce qui les conduit à faire un **choix aussi douloureux**.

Or, c'est bien en connaissant mieux ces femmes que nous leur proposerons l'**accompagnement** le mieux **adapté** à leurs **besoins**.

Connaître en amont, donc, mais aussi en aval : c'est le rôle de la deuxième étude, celle que vous voulez conduire pour mesurer l'**impact** de votre action sur la **qualité de vie** de chacun : celle des **enfants** qui ont demandé à accéder à leurs origines personnelles et à rencontrer leur parent d'origine, et celle des **mères** et/ou des **pères de naissance** et, si les demandeurs le souhaitent, des **parents adoptifs**.

Je sais l'**importance** de ce projet pour vous et j'espère que la **CNIL** vous donnera un **avis favorable** pour le mener à bien. Une telle étude permettrait en effet de compléter l'ensemble des **évaluations** et d'ajuster notre politique publique en la matière.

Mais, loin de se limiter à l'analyse des situations, votre expertise est également tournée vers les évolutions.

Je pense notamment à vos travaux sur la notion d'**âge de discernement**, qui réaffirme la nécessité de n'ouvrir qu'**à partir de 18 ans** la possibilité de formuler une demande d'accès aux origines personnelles.

La plupart des **autres pays** ne permettent pas l'accès aux origines avant la majorité de l'enfant, pour le laisser **grandir** et **se construire**.

Car ne nous y trompons pas : toute recherche peut être lourde de **conséquences** et elle doit être **préparée**.

Accoucher sous le secret, cela relève souvent d'une **histoire douloureuse, chaotique**, et c'est le fruit d'une **décision d'adulte** : autant de caractéristiques difficiles à comprendre pour un enfant.

Brigitte Barèges, dans son rapport, vous rejoint sur ce point et je suis moi-même **pleinement favorable** à cette proposition.

Je voudrais également souligner le **courage** dont vous avez fait preuve sur un certain nombre de **dossiers sensibles**. J'en citerai deux : l'accès aux origines lorsque la mère est **sous tutelle ou curatelle** et la nécessité d'améliorer le dispositif de la **loi du 22 janvier 2002** sans remettre en cause son équilibre.

Je sais que le CNAOP a créé un **groupe de travail** sur le sujet et j'attends donc vos **propositions d'amendements** dès qu'il vous sera possible de me les transmettre.

Au-delà, je me réjouis de la **diversité** des représentations au CNAOP, dans laquelle je veux voir un **gage de sérieux** et d'**équilibre**, une caractéristique à laquelle je suis **très attachée**.

*

Enfin, je ne voudrais pas terminer sans saluer le travail de **Brigitte Barèges**, même si je ne partage pas toutes ses options.

Nous en avons discuté à deux reprises et j'ai exprimé ma **réserve** quant à la **levée de l'anonymat**.

Je vous le disais en préambule, je partage l'avis de la **Cour européenne des droits de l'Homme** selon lequel nous devons veiller à maintenir un **équilibre** entre les **droits** de chacun : celui de l'**enfant** à connaître ses **origines** et celui de la **femme** à conserver son **anonymat** pour mieux choisir son **avenir**.

Pour moi, le **système actuel**, dans lequel le **CNAOP** joue un rôle éminent, garantit cet équilibre.

Je ne suis donc **pas favorable** à l'idée de contraindre les femmes à laisser leur identité.

Il est vrai, **22% des femmes** qui accouchent sous le secret ne laissent **aucune information** permettant ou non de les identifier.

Cette **décision** est **terrible**, pour ces **enfants** naturellement, mais aussi pour ces **femmes**.

Mais si j'ai la conviction que nous pouvons réduire ce chiffre, je crois que nous devons toujours préférer l'**accompagnement** à la coercition.

Cet accompagnement, il doit se faire en amont **ET** en aval. C'est ce **prisme** que j'ai retenu pour améliorer encore notre système, dont je rappelle qu'il est déjà efficace.

C'est pourquoi je suis évidemment **favorable** au **renforcement du dispositif** pour qu'il incite davantage ces femmes à donner des **informations**, que ces dernières permettent ou non de les identifier.

Dans cette perspective, j'ai demandé à Brigitte Barèges d'approfondir les **propositions** que j'ai retenues pour en définir la **faisabilité**.

Je pense notamment au **contenu** du dossier de l'enfant, à l'**accompagnement psychologique** pour faciliter la **rencontre** entre les mères de naissance et leurs enfants, et, bien sûr, à l'accompagnement des mères **avant la naissance** et à l'amélioration de leur **accueil à la maternité**.

J'ai également demandé à Brigitte Barèges de se rapprocher de vous sur le sujet particulièrement délicat de la **levée du secret après le décès**, sur lequel, je le sais, vous avez travaillé.

J'ai lui ai donc confié la **mission** de conduire un **groupe de travail** en collaboration avec le **Haut conseil de la famille** et le **CNAOP**, en l'élargissant à des **personnes qualifiées**, à des **experts** et à des **parlementaires**. Leurs réflexions permettront d'approfondir le sujet et voir comment y répondre concrètement.

Brigitte Barèges m'a fait une proposition sur la **composition** de ce groupe et la **forme** qu'il pourrait prendre.

Je souhaite la **confronter** avec celles que vous m'avez également fait parvenir, Monsieur le **président**, cher **André Nutte**, et Monsieur le **secrétaire général**, cher **Raymond Chabrol**, pour lancer dès que possible ce groupe de travail.

*

Naître et se construire.

Concevoir et mettre au monde.

Sans doute est-ce dans l'espace entre ces **deux réalités a priori irréconciliables** que nous avons le **devoir** de rechercher la **vérité la plus juste**.

Une vérité non pas **dogmatique** qui condamnerait la mère au profit de l'enfant, mais une **vérité humaine**, une **vérité ténue**, une **vérité consciente** de ce que, toutes et tous, nous sommes des **êtres complexes et pétris de contradictions**.

En un mot, une vérité **respectueuse** de la **dignité** de chacun.

N'est-ce pas précisément cela, le **rôle** et la **noblesse** de l'**action publique** : non pas exploiter l'**émotion** ou la **souffrance**, mais **protéger** celles et ceux qui ont à les affronter ?